

# Registre aux délibérations du conseil communal de Beaufort

## Séance publique du 22 avril 2005

Date de l'annonce publique de la séance: 15 avril 2005

Date de la convocation des conseillers: 15 avril 2005

**Présents:** M. Camille Hoffmann, bourgmestre, président;  
M. Jos Funk et M. Roger Klein, échevins;  
M. Marcel Diederich, M. Guy Hanff, Mme Lily Scholtes;  
Mlle Françoise Bonert, M. Albert Urhausen, conseillers;  
M. Georges Rischette, secrétaire communal.

**Absents:** ./.

**No:** 7

**Réf.:** GR/2005-076

**Objet:** Règlement d'utilisation du centre polyvalent "Kummelsbau"

### Le Conseil Communal,

Revu sa délibération du 23 décembre 1996, aux termes de laquelle le conseil communal a arrêté un règlement d'utilisation du centre polyvalent "Kummelsbau";

Attendu qu'il y a lieu de porter certaines modifications au règlement en vigueur;

Vu l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités;

Vu l'article 3 du titre XI du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique;

Vu la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de police;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 2001 relative au basculement en euro le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives;

Vu l'avis du 21 janvier 2005 du médecin-inspecteur de la Direction de la Santé;

A l'unanimité,

a r r ê t e:

**Article I.** Peuvent prétendre à la location du centre polyvalent Kummelsbau toutes les associations ayant leur siège au Grand-Duché de Luxembourg ou les personnes ayant leur résidence habituelle dans la commune de Beaufort.

**Article II.** La location du centre polyvalent Kummelsbau ne peut dépasser 1 jour sauf avec accord spécial du collège des bourgmestre et échevins.

**Article III.** Une demande écrite doit être adressée au collège des bourgmestre et échevins au moins 15 jours avant la date à laquelle la manifestation devrait avoir lieu.

La demande en question doit mentionner:

1. le nom ainsi que l'adresse exacte du responsable de l'association;

2. la (les) période(s) pendant la(les)quelle(s) la mise à disposition est souhaitée;

3. le genre de manifestation à organiser;

4. la quantité de mobilier communal nécessaire (chaises, tables, porcelaine, etc.)

**Article IV.** Une taxe de location, dont le montant est fixé par règlement-taxe séparé, est à consigner soit au comptant à la recette communale, soit par virement à l'un des comptes bancaires de la commune avec la mention "Location Kummelsbau pour la période du ...au...;

**Article V.** La clé sera remise au responsable de l'association demanderesse au plus tôt deux jours avant le premier jour de la période d'utilisation. La personne en question devra s'engager par écrit à remettre la clé au secrétariat de l'administration communale immédiatement après les travaux de démontage et au plus tard deux jours après le dernier de la période d'utilisation.

**Article VI.** Les organisateurs devront s'engager en outre à remettre la salle dans le même état où ils l'ont trouvée avant son utilisation. Toutes les fois où cette clause n'aura pas été respectée, la salle sera nettoyée aux frais exclusifs de l'utilisateur.

**Article VII.** Toute dégradation du mobilier communal donnera lieu d'une part à la réparation aux frais de l'utilisateur, et le cas échéant également à l'exclusion d'une mise à disposition pour une période déterminée.

**Article VIII.** La salle est mise à disposition sous réserve que l'administration communale n'en ait pas elle-même besoin à des fins officielles.

**Article IX.** Restrictions d'utilisation

A. L'heure de clôture d'une manifestation pourra être imposée par le collège des bourgmestre et échevins.

B. L'affichage éventuel de publicités ou affiches quelconques doit se faire sur des panneaux spécialement installés à cet effet par l'administration communale.

C. Sont autorisés:

1. les réunions
2. les bals et autres manifestations dansantes
3. les banquets avec ou sans préparation de denrées alimentaires sur place
4. les fêtes familiales
5. les réceptions
6. les expositions

et autres manifestations à autoriser par le collège des bourgmestre et échevins.

**Article X.** L'administration communale n'assume aucune responsabilité pour des accidents survenant à des personnes du chef de l'usage des locaux par les demandeurs, ni pour les dégâts ou le vol du matériel apporté par ces derniers. Les solliciteurs doivent contracter une assurance "responsabilité civile" auprès d'une compagnie d'assurance agréée au Grand-Duché de Luxembourg. La conclusion d'une assurance "risque locatif" ne s'impose que si la durée d'utilisation dépasse 8 jours. Les objets trouvés sont à remettre à la maison communale. Au cas où ces objets ne seront pas retirés endéans les 48 heures suivant le dépôt, ils seront transmis au Commissariat de proximité de la Police Grand-Ducale territorialement compétent.

**Article XI.** Les associations qui organisent des manifestations publiques avec débit de boissons alcooliques sont tenues d'aviser la personne chargée de la gérance de la buvette au moins huit jours avant la date de la manifestation projetée.

**Article XII.** Les associations qui désirent vendre des bières lors de certaines manifestations doivent s'approvisionner auprès du concessionnaire agréé par l'administration communale.

**Article XIII.** L'utilisation de couverts et de récipients en matières écophiles est obligatoire.

**Article XIV.** Lors de la remise des clés à la fin de la manifestation un responsable de l'administration communale fera l'inventaire du mobilier qui avait été mis à disposition des requérants. Cette opération se fera en présence du responsable de l'association en question. S'il s'avère que des meubles ou autres objets ont disparu ou qu'ils ont été endommagés, l'association organisatrice en sera tenue responsable et elle supportera les frais de réparation.

**Article XV.** Toutes les réclamations sont à adresser au bourgmestre de la commune de Beaufort, auquel incombe la mission de faire respecter les prescriptions du présent règlement.

**Article XVI.** Les usagers qui contreviendraient à ces prescriptions, aux instructions ou aux ordres du personnel surveillant et de service, pourraient par décision du bourgmestre, se voir interdire temporairement ou définitivement l'accès au centre polyvalent Kummelsbau.

**Article XVII.** Les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies d'une amende de 25 euros au moins et de 250 euros au plus, sauf les cas où la loi en dispose autrement.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

(suivent les signatures)

Pour expédition conforme.

Beaufort, le 2 mai 2005

Le Bourgmestre,



## CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le soussigné bourgmestre de la commune de Beaufort certifie que le présent règlement d'utilisation du centre polyvalent Kummelsbau a été publié et affiché dans toutes les sections de la commune de Beaufort en date de ce jour.



Beaufort, le 2 mai 2005

Le Bourgmestre,